

Christian SAUTTER

PAUVRE JEUNESSE !

La semaine été rude pour notre bonne conscience. Je ne fais pas allusion au coup de blizzard qui a érigé l'inconfort d'une nuit en drame national, alors qu'à New York, ce n'est qu'une péripétie. Je pense à trois nouvelles convergentes sur le triste état dans lequel nous abandonnons la jeunesse française.

La première s'est révélée dans un gymnase du premier arrondissement, où Bertrand Delanoë faisait son compte-rendu annuel de mandat. Le thème choisi dans ce cœur de Paris où passent chaque jour 800 000 personnes, était celui de la métropole. L'incroyable Gare du Chatelet est la parfaite incarnation du « centralisme démocratique » : il faut y passer pour aller d'un point à l'autre de l'Île-de-France. Par les escalators, quand ils marchent, jaillit en continu, au milieu des salariés pressés, une population jeune et métissée évoquant une grande ville brésilienne, qui vient depuis les proches banlieues montrer ses voyants atours, flâner dans les magasins clinquants, se restaurer dans les chaînes américaines.

A cette réunion, le maire de Paris avait convié Claude Dilain, le maire (héroïque) de Clichy-sous-Bois, la ville sœur de Montfermeil. Cet homme calme et résolu nous a dit que, dans une classe de sa cité, seuls trois de la trentaine d'élèves interrogés étaient venus une fois à Paris. Les deux villes ont donc organisé des « classes de Paris » comme il y avait autrefois des « classes de nature ». C'est dire qu'à 20 kilomètres de la capitale, il y a des cités repliées sur elles-mêmes, pour lesquels Paris est un univers inaccessible. Dans quelle société vivons-nous ?

Deuxième choc, plus abstrait : les résultats de l'enquête PISA. Tous les trois ans, l'organisation internationale OCDE a la bonne idée de comparer les résultats scolaires des enfants de quinze ans de 65 pays. La nouvelle n'a qu'à peine ému les médias, ensevelis sous la neige, sujet autrement important ! Et pourtant, cette publication est impressionnante (IHT 081210). La France est dans le bas du tableau pour le niveau en sciences, à peine au-dessus de la moyenne en lecture, dans la moyenne en maths. Nous pouvons choisir de nous rassurer en constatant que la Suède, pourtant réputée, ne fait guère mieux que nous et que les Etats-Unis sont aussi dans les choux.

Mais ce qui inquiète vraiment, c'est le haut du classement. En médaille d'or dans les trois classements, il y a la ville de Shanghai, qui n'est certes pas toute la Chine. La Corée du sud est dans les six premiers, ainsi que Hong Kong. Le Japon et Singapour font aussi partie de l'élite. Le seul pays européen qui se glisse dans ce peloton asiatique est la Finlande.

L'Asie orientale qui investit massivement dans l'éducation (influence de Confucius ?) écrase l'Europe (Finlande exceptée) et les Etats-Unis, ce qui est plutôt de mauvais augure pour les trente années à venir.

Une analyse plus fine des résultats français montre une distance croissante entre une élite scolaire, qui est aussi brillante en qualité que restreinte en nombre, et une masse croissante de jeunes issus des milieux modestes qui décrochent d'un système centrifuge.

Notons cette phrase du ministre britannique de l'Education : « Je suis inquiet que 40% des écoliers de mon pays ne lisent jamais pour le plaisir » et préfèrent les réseaux sociaux et les échanges de messages. Ne soyons pas grognons en nous défaussant sur les nouvelles technologies. Elles pourraient, au contraire, permettre à des jeunes d'apprendre en jouant, s'ils sont incapables de suivre attentivement un cours d'une heure.

« L'élitisme républicain » dont nous sommes si fiers se concentre en fait sur l'élite héréditaire, qui se reproduit grâce au système scolaire, et a quelque peu oublié la République. C'est un vieux problème qui a été mis en évidence il y a quarante ans par le fameux livre de Bourdieu et Passeron sur « les Héritiers », sans qu'on y porte remède. La crise économique devenue aiguë depuis deux ans, lui donne une dimension dramatique.

Et maintenant, le troisième choc de la semaine : la publication par le Secours populaire français d'un numéro terrible sur : « Jeunes, espoirs précaires » (Convergence, octobre 2010, sur www.secourspopulaire.fr).

Dans notre pays cossu, la situation de tant de jeunes est accablante pour la société. Le pire, ou plutôt le mieux, c'est qu'ils gardent néanmoins le moral et restent très nombreux à être motivés pour s'en sortir.

Trouver du boulot quand on habite une cité et que l'on a peu ou pas de diplôme est une « longue marche ». Même avec un diplôme universitaire en Seine-Saint-Denis, les jeunes sont soulagés de décrocher un des 700 contrats d'intérim ou un des 150 contrats de professionnalisation de l'usine Citroën d'Aulnay, la seule qui reste, où l'on est payé au SMIC.

Et les études, quand on est boursier, c'est vraiment dur. Lucie, qui vit d'une bourse de 360 euros à Lille I, ne peut aller au restaurant universitaire car le repas à 2,90€ est trop cher. « Ce n'est pas idéal d'étudier en ayant faim, cela se répercute sur les révisions. Je ne parle jamais de ma situation aux autres étudiants car ce n'est pas une fierté. Tout cela est injuste, on voudrait seulement pouvoir faire nos études tranquillement. » Elle vient en rasant les murs chercher quelque nourriture à la permanence du Secours populaire, installée sur le campus universitaire. Travailler en plus n'est pas facile car, au-delà de 15 à 20 heures par semaine, le travail entraîne une diminution des heures de sommeil et d'exercice physique et compromet donc les résultats.

Et pourtant, deux tiers des 18-25 ans souhaitent être bénévoles dans une association de solidarité, comme le Secours populaire. Mais, l'immense majorité d'entre eux ne font pas confiance aux politiques, même s'ils jugent important de voter.

Alors que faire ? J'ai lu, en pensant à ces jeunes, ce qu'en dit le Parti Socialiste dans le texte « Egalité réelle » qui doit être approuvé ce week-end et dont Martine Aubry a dit : « L'égalité réelle, c'est la véritable crédibilité des socialistes d'aujourd'hui ». Ce texte fait des propositions fortes sur l'éducation et sur l'emploi.

Sur l'éducation, il préconise la maternelle obligatoire à trois ans et surtout il révolutionne l'école primaire en l'adaptant aux besoins différents des élèves, en modulant les effectifs des classes selon les quartiers, en développant l'accompagnement personnalisé, en desserrant le carcan des directives nationales sur les équipes pédagogiques. L'idée est celle d'une mobilisation principalement locale pour réduire le « fonds de classe » qui décroche selon les enquêtes PISA.

Sur l'enseignement supérieur, on instituerait une allocation d'études sous condition de ressources. Cela coûterait cher ? Non répond le PS, à condition de réduire les avantages fiscaux et les allocations familiales au-delà de 18 ans dont bénéficient les familles aisées. Olé ! C'est un vieux serpent de mer (celui d'un fameux Rapport Cieutat) qui est ressorti, avec courage : plutôt que de réserver les aides de l'Etat aux familles de l'élite qui en ont le moins besoin, mieux vaut les concentrer sur les familles populaires, pour lesquelles elles sont vitales.

Si l'on ajoute la convergence entre les facs et les classes préparatoires aux grandes écoles, qui devraient avoir désormais les mêmes moyens, on voit que l'imagination est au pouvoir (tant que le PS est dans l'opposition) !

La conclusion est belle et, ô surprise, bien écrite en évitant la langue de bois du discours traditionnel de la gauche sur l'éducation, qui était un discours d'enseignants sur les enseignants pour les enseignants.

« Délaissée dans une société vieillissante, sans cesse stigmatisée par le pouvoir politique, instrumentalisée pour faire peur, la jeunesse ne peut plus accepter d'être le souffre-douleur d'une société en perte de repères et d'ambition pour l'avenir. »

« Une société qui n'offre à sa jeunesse d'autres perspectives que l'insécurité, la défiance et la fatalité de vivre moins bien que ses parents est une société sans avenir ».

Une telle lecture est bien plus excitante que les débats complaisamment entretenus par la presse sur les querelles de personnes pour les primaires socialistes ! Restera à s'en souvenir le moment venu.

11 décembre 2010

Christian Sautter